

Leur programme : précaire toute ta vie...
...imposons la justice sociale !

sud **ETUDIANT**
ET PRÉCAIRE

Une Europe d'austérité

En Europe, la précarisation massive des étudiant-e-s et des travailleurs/euses intellectuel-le-s est au cœur des politiques d'austérité et des luttes qui ont émergé ces dernières années. La Suisse ne fait pas défaut. Certes elle ne traverse pas de « crise » de la dette, mais se déploient ici comme ailleurs des politiques extrêmement dures dont les formes sont diverses, mais dont l'objectif est clair.

Disons-le une fois pour toutes : l'imaginaire qui prétend que la Suisse ou l'Allemagne seraient des îlots épargnés par les politiques de régression sociale et de développement d'un capitalisme néo-libéral agressif est de la daube. Sur de nombreux points, ce pays est d'ailleurs en avance.

L'idéologie de l' « étudiant-entrepreneur »

Ces politiques ont pour but de faire peser sur nous le « coût » de la production d'une main d'œuvre intellectualisée. Etudier doit devenir un investissement pour des « étudiants-entrepreneurs ». La marchandisation des études qui détermine le savoir comme un bien non-public et dont l'acquisition est une nouvelle forme de propriété privée est le cœur de ce processus. Nous serons alors contraint-e-s par l'augmentation massive des taxes, l'apparition de prêts et des end dettements correspondants, à acheter de la propriété intellectuelle que nous pourrons valoriser sur le marché du travail, plus tard.

Le décalage que la Suisse semble avoir vis-à-vis de telles politiques tient certainement à la sélection féroce qui a lieu durant la scolarité obligatoire. Les conditions d'accès à l'université sont parmi les plus dures d'Europe. Mais le capitalisme suisse ne s'en tiendra là car ces nouvelles offensives vont plus loin que la classique exclusion des classes populaires de l'université.

Le risque et le coût

Ces politiques portent en leur cœur une vision de société qui entend imposer à toutes et à tous de porter individuellement le risque et le coût massif de sa formation. Ce processus prétend nier que la société et le patronat bénéficient du travail que nécessite la formation intellectuelle. Ainsi, ils/elles justifient le refus de payer pour les formations, et imposent des coupes budgétaires dans l'éducation ainsi que dans les acquis sociaux des étudiant-e-s. Cette charge sera évidemment portée par ces derniers/ères, les précarisant, eux/elles et leur famille.

Accès à un savoir partiel

Le besoin accru d'une main d'œuvre disposant de savoirs avancés est décisif pour le patronat. Mais il ne s'agit pas seulement des formations universitaires, mais aussi des formations professionnelles. À ce titre, la séparation entre manuel et intellectuel a des bases matérielles mais revêt aussi des aspects idéologiques. Ce qui est à l'œuvre, c'est la catégorisation et la forte spécialisation des personnes en formation. Les politiques de marchandisation du savoir s'ancrent dans des cursus scolaires soumis à la professionnalisation. Elles déterminent aujourd'hui dès la scolarité obligatoire l'accès à un savoir spécifique et limité. Cette politique est mise en œuvre partout, dans ce canton aussi avec la nouvelle loi sur l'enseignement obligatoire, qui subordonne l'éducation aux injonctions des milieux patronaux. Celle-ci remet directement en cause la conception du savoir universel, libre et émancipateur et le dégrade en une torsion utilitariste. Dans cette perspective, elle est aussi responsable de la dégradation des cursus de sciences humaines.

Barrer l'accès à un savoir pluriel et de portée générale dès le plus jeune âge par la professionnalisation de tous les cursus de formation, permet de justifier l'individualisation des coûts et des risques sur ce terrain.

Cette privatisation de l'accès au savoir tente de détruire les fondements d'un service public et d'un droit collectif au savoir universel. Mais plus encore, elle détermine dès le début des études une condition de précaire et de subordination à long-terme.

Précaire toute ta vie : aux études

Les augmentations de taxes d'études, la réduction des acquis sociaux étudiants et la contrainte matérielle qui en découle, avec notamment les prêts et l'endettement, précipitent la précarisation étudiante.

La pression, l'exigence et le contrôle durant les études s'accentuent sans cesse. Plus de 70% des étudiant-e-s en Suisse travaillent durant leurs formations, à des pourcentages de plus en plus élevés. Ces emplois sont très souvent mal rémunérés, «déprotégés» et avec des droits réduits, voire niés ou contournés. Souvent, ils ne permettent que de survivre face au coût de la vie élevé : logement, nourriture, transport... De plus, les jeunes travailleurs/euses se retrouvent sans organisation de défense collective, face à un management dur et cynique. Ces dizaines de milliers de salarié-e-s sont rendu-e-s

ainsi extrêmement dépendant-e-s, et à la merci du commandement des employeurs. On nous utilise aussi, autant dans privé que dans le public, pour forcer la dégradation des conditions de travail et de vie des collectifs salariés. La précarisation étudiante concerne donc bien le salariat dans son ensemble et toute la société.

Cette violence de la précarisation a des effets directs extrêmement graves. Souvent elle ne permet plus à nombre d'entre nous de disposer du temps nécessaire à la réalisation de nos études. Elles demandent un travail considérable qui ne se réduit pas à la simple acquisition de savoir. Il est en effet nécessaire de penser le travail d'étude dans son ensemble et dans toute sa complexité, en prenant en compte aussi les périodes de travail à la fois « discret » et profond que nécessite la pleine appropriation de la formation intellectuelle.

Les enquêtes montrent qu'à partir d'un certain pourcentage de travail salarié le risque d'échec aux examens augmente considérablement, ce qui n'est pas acceptable. De plus, les étudiant-e-s sont souvent contraint-e-s d'utiliser différentes techniques pour passer les examens, rejetant aux oubliettes le travail d'acquisition d'une formation générale et complète. Ajoutons à cela l'ensemble des effets sur la santé qu'implique la précarisation, notamment en termes de sous-médication, de mauvaise alimentation ou encore de stress. À l'extrême, des étudiant-e-s sont contraint-e-s de se prostituer.

Précaire toute ta vie : après les études

Ce processus de précarisation ne s'arrête pas aux études. Premièrement, dans ces conditions, nombre d'entre nous ne terminent pas leurs études, parfois sont interdit-e-s de formation universitaire et se retrouvent dans une situation extrêmement difficile, notamment s'ils/elles ont contracté un prêt.

Deuxièmement, pour celles et ceux qui obtiennent un diplôme, le calvaire ne s'arrête pas non plus. En effet, nous assistons en parallèle à la dévaluation systématique des diplômes et donc de leur reconnaissance.

La première période se concrétise avec les stages de plus en plus longs et de plus en plus systématiques. Ces derniers, sous prétexte qu'après 5 ans d'étude nous ne serions capables de rien ou presque, nous contraignent à être sous-salarié-e-s durant de longues années. Encore une fois, c'est sous la forme de l'« étudiant-entrepreneur » que tout ceci se con-

struit. Les stages seraient un autre investissement personnel à valoriser plus tard sur le marché du travail. Or, c'est bien à des travailleurs/euses extrêmement qualifié-e-s (masterisé-e-s et parfois docteur-e-s) à qui on soutire du travail sans jamais reconnaître entièrement leur qualification ni les mêmes droits que les autres. De plus, entre les périodes de stage, la dégradation systématique du droit au chômage fait aussi son effet dans le processus de précarisation et de subordination. Un des effets visibles étant évidemment la dépendance de plus en plus tardive à l'aide familiale.

Dans une deuxième période, où chacun-e aura peut-être trouvé un emploi dans le privé ou dans le public, l'instabilité continuera de déployer ses effets. Tout d'abord, les diplômes sont des enjeux de luttes pour leur pleine reconnaissance. Sans cesse, des collectifs s'organisent pour faire face aux attaques qui réduisent les conditions salariales et de retraite. C'est exactement ce qui est à l'œuvre aujourd'hui pour les fonctionnaires vaudois. Mais ce n'est pas tout. Nous voyons en effet aussi se développer une politique managériale extrêmement dure qui rappelle et prolonge celle du travail étudiant et des stages. L'employeur s'arroge de plus le plus le droit de nous déplacer, de nous licencier, et de disposer de notre travail à l'envi avec des répercussions violentes sur notre santé, notre intégrité et notre vie. On peut et on doit penser que les périodes de jeune précarité s'inscrivent dans un processus de banalisation de ces relations de travail dégradées et participent à leur déploiement ensuite vers les emplois « stables et garantis ».

Un enjeu : la subordination

Un des objectifs centraux de ces politiques européennes n'est pas uniquement d'abaisser le coût patronal des études et du travail, afin de réaliser de meilleurs profits. Elles sont là pour disposer d'une masse de travailleurs/euses sans rapport de force collectif face au système économique et politique. À mesure que les droits sont réduits, que les diplômes ne sont plus reconnus, que les étudiant-e-s sont endetté-e-s ou fortement précarisé-e-s et de ce fait ne disposent plus de la possibilité de se mouvoir dans le marché du travail et dans la société, les processus de domination se renforcent.

Cette subordination généralisée est extrêmement grave. Car c'est au cœur de nos vies, de nos choix de parcours personnels, et de nos désirs qu'on s'attaque.

Reprendre l'offensive

Face à cette nouvelle violence sociale, les étudiant-e-s ont la nécessité de s'organiser pour construire un mouvement social capable d'imposer non seulement un frein à ces politiques mais aussi de relancer la conquête de nouveaux droits sociaux et de la justice sociale. Nous sommes des membres étudiant-e-s et précaires de SUD, persuadé-e-s de cette nécessité. Ce mouvement doit être indépendant de l'Etat, des institutions politiques et des partis pour se déployer dans toute son efficacité et s'ancrer dans les besoins sociaux des étudiant-e-s.

Défense collective

Pour cela nous nous proposons de construire le plus d'éléments de défense collective possibles:

- **aux études** pour faire respecter les droits des étudiant-e-s, empêcher les augmentations des taxes, élargir le champs des bourses et des aides sociales (logement, transport),
- **mais aussi au travail** pour informer et défendre les droits des étudiant-e-s salarié-e-s face à leurs employeurs, pour faire reconnaître pleinement les diplômes notamment en ce qui concerne les stages, l'assistanat ou la recherche, défendre les conditions de travail et faire face à l'arbitraire du chômage.

Avoir l'initiative

Mais cette politique d'imposition de droits réels ne peut se penser uniquement en termes défensifs. Nous le voyons partout en Europe. La nécessité de trouver de nouvelles réponses sociales, de construire la puissance nécessaire pour conquérir de nouveaux droits, voilà ce qui est décisif. Nous devons être capables d'initiative pour construire notre force. À ce titre, la gratuité des études, des transports publics, ou la revendication d'un salaire social étudiant, reprises par de nombreux collectifs dans le monde, nous semblent être des éléments majeurs que nous mettons en débat. Ces revendications ne sont évidemment pas exclusives ; elles enrichissent et s'enrichissent de celles des salarié-e-s, des chômeurs/euses, des retraité-e-s, etc.

Etudier est un droit collectif et social

L'accès au savoir est au cœur de la question de l'éman- cipation humaine, de sa revendication d'autonomie matérielle et intellectuelle et du développement de la pensée critique. Il en est même un socle décisif. Nous

refusons toute conception des études comme une acquisition de compétences à valoriser uniquement économiquement. Cette réduction extrême aux volontés patronales remet en cause trois siècles de lutte pour l'éducation et l'émancipation. Nous ne sommes pas dupes du processus de sélection et de reproduction sociale qu'ont toujours constituées l'école et l'université, et nous nous battons contre. Mais l'éducation est aussi un enjeu de la réappropriation sociale, de la liberté et de son alter-ego, l'égalité sociale. L'accès pour toutes et tous à une formation complète, généraliste et libre, est une exigence inconditionnelle de l'émancipation. Il s'agit d'imposer un droit réel, collectif, aux études en opposition complète avec l'idéologie d'un savoir marchandisé, utilitariste et privatisé. Nous voulons un savoir qui est un bien commun, comme un véritable espace public, libre et gratuit. Cela exige donc de s'opposer à la ségrégation, aux clôtures privatives, au contrôle pour reconquérir ainsi socialement la construction intellectuelle et la vie universitaire.

Droit à l'autonomie

À la volonté d'imposer aux étudiant-e-s le choix entre une dépendance parentale et une dépendance patronale, nous opposons le droit à l'autonomie et à une vie libre. Le dilemme de l'asservissement n'est pas acceptable. L'émancipation de la cellule familiale est une vieille revendication trop oubliée aujourd'hui. Avec les politiques que nous avons décrites, nous nous dirigeons vers un accroissement de la dépendance des étudiants envers leur famille, accentuant la charge économique qui pèse sur celle-ci. Un retour à des décennies en arrières où elle se sacrifiait pour qu'un des siens fasse des études, mettant sur lui le fardeau de la survie économique de la famille.

Les prêts, usure à peine déguisée qui tenaille la vie sur des décennies, est une autre des faces de cette difficulté à pouvoir effectivement suivre un cursus de formation.

Ainsi, la défense des retraites dans la fonction publique, lutte d'actualité, peut apparaître pour les étudiant-e-s comme un objectif un peu lointain. En participant à ce combat, nous commençons pourtant à dévider la pelote de fil qui mène au cœur de notre propre condition, ici et maintenant. La question de la lutte pour le revenu, le salaire, la retraite, les conditions de travail et d'étude, le savoir, tout cela fait unité dans la construction d'un contre-pouvoir social, nécessaire à la conquête de nos vies.